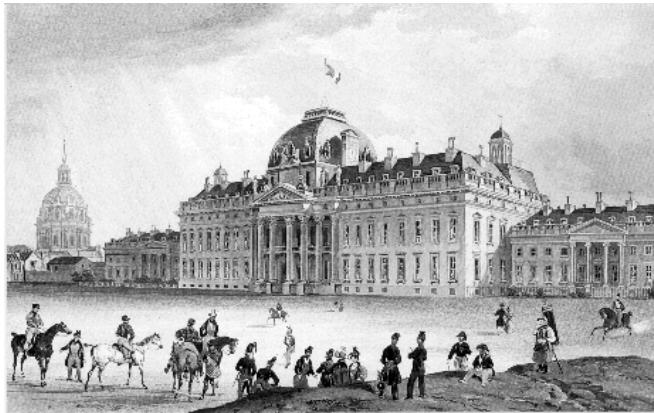


STRATEGIE

LE PETROLE DU GOLFE

" Guerre et paix au moyen-orient "



Lieutenant-Colonel BECU, Jean-Michel (gendarmerie), B7

PLAN

-

LE PETROLE DU GOLFE

GUERRE ET PAIX AU MOYEN-ORIENT

INTRODUCTION: LE GOLFE, QUEL GOLFE?

1- LA PERENNITE DES ETATS-UNIS DEPEND DU PETROLE

11- LE PETROLE AUX ETATS-UNIS

111- UNE CULTURE PETROLIERE

112- CULTURE ET POLITIQUE PETROLIERE

113- POLITIQUE PETROLIERE ET INDEPENDANCE ENERGETIQUE

12- LA CRISE DU GOLFE ET LES INTERETS PETROLIERS DES ETATS-UNIS

121- LA MENACE PETROLIERE IRAKIENNE

122- CONTROLE DU PETROLE ET CHOC ECONOMIQUE

-

2- L'IMPORTANCE STRATEGIQUE DU PETROLE DU GOLFE POUR LES ETATS-UNIS

21- LA CONDUITE PETROLIERE DE LA CRISE DU GOLFE PAR LES ETATS-UNIS

211- UNE STRATEGIE DE GUERRE PETROLIERE

212- LES PREMIERS MISSILES FONT CHUTER LES PRIX DU PETROLE

22- LES CONSEQUENCES PETROLIERES DE LA GUERRE DU GOLFE

221- LES MESAVENTURES DE LA " STRATEGIE ENERGETIQUE NATIONALE " AMERICAINE

222- L'ALLIANCE PRIVILEGIEE AMERICANO-SAUDIENNE

3 - LE PETROLE DU GOLFE: UNE NOUVELLE STRATEGIE POUR LA PAIX AU PROCHE-ORIENT

31- LE PETROLE DU GOLFE ET LE REGLEMENT DU CONFLIT ISRAELO-ARABE

311- LE COUT DE LA PAIX AU PROCHE-ORIENT

312- LE GOLFE ET LE FINANCEMENT DE LA PAIX ISRAELO-ARABE

32- REORIENTATION DU TRANSIT DU PETROLE DU GOLFE

321- LA COOPERATION PETROLIERE AU MOYEN-ORIENT

322- LES PERSPECTIVES DE REORIENTATION EN CAS DE REGLEMENT DU CONFLIT ISRAELO-ARABE

323- HYDROCARBURES DU GOLFE, INDUSTRIALISATION DU PROCHE-ORIENT ET RELATIONS ECONOMIQUES AVEC L'EUROPE

CONCLUSION: LE PETROLE DU GOLFE, ENTRE GUERRE ET PAIX

LE PETROLE DU GOLFE

GUERRE ET PAIX AU MOYEN-ORIENT

INTRODUCTION: LE GOLFE, QUEL GOLFE?

Compte tenu du poids des Etats-Unis dans les pays du Golfe et des richesses en hydrocarbures de cette région, une analyse de son état actuel doit se baser en premier lieu sur l'étude de la situation énergétique américaine et non sur les événements survenus au Moyen-Orient. L'histoire récente enseigne en effet que le principal déterminant de l'évolution des monarchies du Golfe n'est pas leur environnement géographique, mais le rôle que joue leur pétrole dans l'économie américaine. Celle d'entre elles qui est la plus exposée géographiquement, le Koweït, doit son existence actuelle à cette place. L'analyse de ces monarchies par le prisme de leur importance pour l'économie américaine n'est donc pas une option idéologique. Réciproquement, l'importance du pétrole pour l'économie américaine, que nous évaluerons, fait qu'un problème frappant une de ces monarchies peut avoir les mêmes conséquences économiques que s'il concernait un Etat américain.

Pourtant, à commencer par les Américains, la plupart des Occidentaux n'avaient jamais entendu parler du Koweït avant qu'il ne devienne leur menu quotidien pendant près d'un an, et ne l'auraient a fortiori pas situé sur une carte.

Pour étudier le pétrole des pays du Golfe, il faut donc commencer par analyser l'attitude des Etats-Unis à son égard. Dans le golfe comme ailleurs, le pétrole n'est qu'une huile de couleur noire. Ce sont les hommes qui lui confèrent ses rôles de fauteur de guerre ou de levier pour la paix.

Afin de comprendre la politique américaine vis-à-vis du pétrole du Golfe, il convient donc en premier lieu d'étudier ce que représente le pétrole pour les Américains. Les situations de crise étant les meilleurs révélateurs des mobiles profonds des comportements, l'analyse détaillée qui suit de la stratégie pétrolière américaine durant la crise, puis la guerre du Golfe, en 1990-1991, permettra d'évaluer les conséquences pétrolières de cette guerre. On verra par la suite que la stratégie américaine dans le Golfe tend à s'intégrer dans l'ensemble de la politique moyen-orientale des Etats-Unis, orientée depuis la fin de la confrontation avec l'Irak vers la résolution du conflit israélo-arabe. Au centre d'une guerre, le pétrole du Golfe pourrait en effet être sollicité, pour la paix cette fois.

1- LA PERENNITE DES ETATS-UNIS DEPEND DU PETROLE

11- LE PETROLE AUX ETATS-UNIS

111- UNE CULTURE PETROLIERE

Les Etats-Unis, qui comptent pour 5% de la population mondiale, consommaient à la fin de 1990 le quart de la production pétrolière de la planète. En conséquence, la facture pétrolière constitue 40% de l'inquiétant déficit commercial américain.

Aux Etats-Unis plus qu'ailleurs, la consommation de pétrole exprime un choix de société. L'identification des intérêts pétroliers américains est donc insuffisante pour rendre compte de l'aspect pétrolier de la politique américaine. Il faut en effet prendre avant tout en considération la " culture pétrolière " de ce pays. La civilisation industrielle américaine est basée sur la production de pétrole et sa disponibilité à bon marché, qui engendre un gaspillage et rend impensable l'alignement des prix des produits pétroliers aux Etats-Unis sur ceux des autres pays de l'OCDE.

L'américanisation du pétrole dans le monde

A l'image d'autres traits culturels américains, la force de cette culture pétrolière est attestée par l'américanisation profonde du domaine pétrolier dans le monde entier. Bien qu'elle se soit atténuée depuis l'émergence de l'OPEP, elle reste écrasante, particulièrement dans des secteurs aussi importants que la monnaie de transaction, le dollar, et l'information, qui est quasiment un monopole américain, direct ou non.

L'importance de l'information dans le secteur pétrolier, de l'exploration aux transactions, est illustrée par le fait que dans nul autre domaine elle n'est aussi abondante et aussi chère. Les décideurs dans les pays producteurs recourent par ailleurs aux procédés et instruments d'analyse élaborés en Occident.

Culture pétrolière américaine et américanisation de l'information pétrolière mondiale ont pour soubassements la puissance préservée des Etats-Unis dans les industries du pétrole et de la communication, qui comptent parmi les rares activités où la primauté américaine n'a pas été battue en brèche.

112- CULTURE ET POLITIQUE PETROLIERE

Aux Etats-Unis, le pétrole fait partie d'un mode de vie. C'est pourquoi il ne peut guère être isolé en tant que variable indépendante, y compris en matière politique. D'où la difficulté à discerner une politique pétrolière américaine nettement définie.

Si l'on admet que le libéralisme ne signifie pas absence de politique, peut-on aux Etats-Unis déceler une politique, en matière pétrolière comme dans d'autres domaines, alors que les divergences entre administrations sont souvent assez importantes pour que l'on observe parfois des politiques concurrentes et que l'identification des décideurs est ardue? Parce que les Etats-Unis, premier consommateur mondial de pétrole, sont simultanément le premier importateur et le troisième producteur de pétrole dans le monde. Ce pays est ainsi le seul au monde où la politique pétrolière relève à la fois des politiques intérieure et extérieure, donc où l'opposition traditionnelle entre importateurs et producteurs est interne et non internationale.

Cette caractéristique diffuse de la politique américaine est certes plus difficile à appréhender par l'analyste que les objectifs planifiés des pays à économie dirigée. Elle n'obère pas la présence d'une stratégie, qu'on peut définir comme la résultante de la combinaison des différentes politiques poursuivies. Il faut cependant toujours garder à l'esprit que si stratégie il y a, il s'agit d'une stratégie pragmatique, en perpétuelle adaptation à l'évolution de la situation.

113- POLITIQUE PETROLIERE ET INDEPENDANCE ENERGETIQUE

Au facteur culturel influençant subjectivement la définition des intérêts pétroliers américains, vient s'ajouter un deuxième aspect subjectif, les préoccupations d'indépendance énergétique. Aucune doctrine n'étant universellement admise en la matière, chaque pays détermine sa politique en fonction de ses propres critères. Ainsi la France et l'Allemagne ont-elles par exemple défini des politiques sensiblement différentes à partir de situation ayant en commun une profonde dépendance énergétique, qui ne les a cependant pas empêché de développer leur indépendance économique. Aux Etats-Unis, probablement en raison de l'impact de la culture pétrolière décrite plus haut, une forte dépendance énergétique vis-à-vis de l'étranger a toujours été considérée comme inacceptable.

D'autre part, la hausse rapide de leurs importations pétrolières n'est probablement pas pour rien dans l'occurrence du second choc pétrolier, lié à la révolution iranienne de 1979, vu l'ampleur de ces importations, qui correspond approximativement au volume des exportations saoudiennes. Inconcevable jusqu'à présent à cause de l'importante production pétrolière intérieure, une dépendance " à l'européenne " pourrait ne plus l'être à l'avenir, puisque le territoire américain est de loin celui qui a été le mieux prospecté au monde.

Prix du pétrole et sécurité énergétique américaine.

La hausse des prix du pétrole engendrée par la crise du Golfe ralentissait donc l'augmentation de la dépendance américaine, ce qui s'est vérifié en 1991, seule année où la production américaine ait augmenté. A contrario, les Etats-Unis avaient soutenu les pays du Golfe lors de la " guerre des prix " de 1986, qui les avait fait chuter en dessous de 10\$/baril et avait permis aux pays occidentaux de constituer d'importants stocks de pétrole. On constate donc que la structure économique de ce pays l'incite à préférer des prix du pétrole modérés, mais assez élevés pour sauvegarder son industrie pétrolière.

12- LA CRISE DU GOLFE ET LES INTERETS PETROLIERS DES ETATS-UNIS

" The war in the Gulf is about oil ". Tels étaient les premiers mots de l'éditorial de l'hebdomadaire de référence des milieux pétroliers, Petroleum Argus, le 4 février 1991, quelques jours avant le déclenchement de l'offensive terrestre par les Etats-Unis contre l'Irak. L'objet de ce chapitre d'analyser comment les décideurs américains appréhendaient la conjoncture pétrolière et ses conséquences à la veille et pendant la crise du Golfe, afin de mesurer l'importance du pétrole dans la politique américaine durant cette période.

121- LA MENACE PETROLIERE IRAKIENNE

De bas prix du pétrole remettaient en cause la sécurité énergétique à long terme des Etats-Unis, mais l'invasion du Koweït ne la menaçait-elle pas à court terme ? En d'autres termes, existait-il une menace pétrolière irakienne ?

Les Etats-Unis ont davantage tendance à considérer les monarchies du Golfe comme des sous-sols que comme des territoires. L'appellation même de ces monarchies trahit leur maigre assise territoriale. Par contre, l'assise territoriale des autres Etats riverains du Golfe, l'Irak et l'Iran, est telle qu'on ne les qualifie pas habituellement de " pays du Golfe ".

Le contrôle par l'Irak d'environ 200 milliards de barils de réserves, a souvent été présenté comme une menace pour l'Occident justifiant son intervention militaire. Depuis la fin de la guerre du Golfe, l'Irak est effectivement redouté non en tant que facteur potentiel de hausse des prix, suivant sa politique traditionnelle de prix élevés, mais comme cause possible de chute des prix, la reprise de ses exportations étant susceptible d'engorger le marché.

Contrairement à ce qui a souvent été soutenu, l'invasion du Koweït ne répondait donc pas, en dépit de sa richesse, à des mobiles économiques : le fait que les Irakiens aient commencé par saccager et piller l'émirat, puis se soient rapidement mis à miner ses puits de pétrole, indique que l'invasion n'avait pas pour but de l'exploiter, mais plutôt de " donner une leçon " aux dirigeants koweïtiens, qui avaient humilié Saddam en le laissant mendier ce qu'il considérait comme un dû, à la suite de sa longue lutte contre l'Iran. La politique irrationnelle du président irakien, confirmée ensuite par son refus de se retirer du Koweït, à l'encontre des intérêts matériels de son pays, mettait donc en danger perpétuel l'équilibre du marché pétrolier. Il est en effet certain que l'Arabie Saoudite aurait pu à terme être neutralisée au sein de l'OPEP par l'ensemble formé par l'Irak et le Koweït, dont les réserves pétrolières cumulées auraient été sensiblement égales aux siennes.

Ces considérations expliquent que la réaction américaine ait été dirigée contre une personne et non contre un pays.

122- CONTROLE DU PETROLE ET CHOC ECONOMIQUE

Quel choc économique la fermeture du robinet du pétrole du Golfe est-elle susceptible de provoquer en Occident ? L'aggravation de leur dépendance pétrolière accentue tout d'abord l'importance de la sécurité des approvisionnements des Etats-Unis, donc de leur position au Moyen-Orient. L'examen de l'évolution des importations pétrolières américaines en provenance des pays du Golfe montre que l'invasion du Koweït s'est produite à un moment où jamais le pétrole du Golfe n'avait tant contribué à l'approvisionnement des Etats-Unis.

Un choc économique...

Les intérêts pétroliers ne peuvent être dissociés de ceux de l'économie en général. Or, la crise du Golfe est survenue à un moment crucial pour l'économie américaine. Après plusieurs années de croissance spectaculaire, les statistiques commencèrent en effet à mettre en évidence durant la première quinzaine d'août, peu après l'invasion du Koweït, qu'elle était entrée en récession au premier semestre 1990.

La crise économique mondiale en 1974 avait non pas été provoquée, comme on l'a beaucoup dit, mais fortement accentuée par le premier choc pétrolier, engendré par le conflit d'octobre 1973 au Moyen-Orient. L'histoire semblait se répéter dix-sept ans après. La vigoureuse et rapide riposte américaine doit être replacée dans ce contexte récessionniste, que des prix du pétrole durablement élevés auraient aggravé.

Les dirigeants des Etats-Unis craignaient que le leadership économique américain, qui n'était déjà plus que l'ombre de ce qu'il était lors du premier choc pétrolier, ne survive pas à une nouvelle crise grave.

On comprend donc que l'intervention militaire américaine, en assurant un approvisionnement pétrolier à prix modérés, servait l'économie américaine en premier lieu, mais aussi les intérêts de tous les pays occidentaux, dont les économies sont étroitement interdépendantes.

...inégalement ressenti par les Occidentaux.

En 1989, le golfe couvrait 28,5% des importations pétrolières américaines, 34,6% de celles de la C.E.E. et 63,5% de celles du Japon. Le contrôle américain du Moyen-Orient représente donc un atout essentiel dans la compétition économique mondiale, principalement face au Japon, que les Américains considèrent comme leur principal concurrent.

2- L'IMPORTANCE STRATEGIQUE DU PETROLE DU GOLFE POUR LES ETATS-UNIS

21- LA CONDUITE PETROLIERE DE LA CRISE DU GOLFE PAR LES ETATS-UNIS

Pour faire face aux conséquences de la disparition soudaine des quelques 4,3 millions de barils/jour d'exportations pétrolières irakiennes et koweïtiennes du fait de l'embargo international adopté le 6 août 1990, les Etats-Unis ne se contentèrent pas de laisser libre jeu aux forces du marché, mettant au contraire en place une véritable stratégie énergétique dans la crise, parallèlement à leur stratégie militaire.

211- UNE STRATEGIE DE GUERRE PETROLIERE

Leur première préoccupation fut d'appeler tous les producteurs à combler ce manque, ce qui réussit surtout grâce à une augmentation de la production saoudienne plus rapide que prévue par nombre d'analystes, si bien qu'aucune pénurie de pétrole n'est jamais survenue durant la crise. La psychose de crise qui s'était emparée des marchés avait pourtant provoqué une augmentation de 90% du prix moyen des trois principaux bruts de référence. Une telle hausse pouvait être considérée comme momentanément supportable par les autorités américaines. De plus, leur plan de guerre contre l'Irak, les amenait à concentrer leur attention en

matière énergétique sur la meilleure façon l'envolée des cours du brut anticipée par la plupart des observateurs dès le déclenchement des hostilités.

212- LES PREMIERS MISSILES FONT CHUTER LES PRIX DU PETROLE

Alors qu'elle s'était refusée depuis le début de la crise du Golfe à adopter des mesures susceptibles d'agir sur les prix du pétrole, en dépit des critiques, l'AIE annonçait en effet qu'un plan visant à faire baisser les prix du pétrole serait mis en oeuvre en cas d'hostilités dans le Golfe.

Le plan d'urgence adopté par l'AIE (Agence Internationale de l'Energie) prévoyait, sur une durée de quinze jours, la mise sur le marché de 2 046 000 barils/jour de stocks, des réductions de la consommation de pétrole atteignant 428 000 b/j et une hausse de 28 000 b/j de la production de pétrole des pays concernés (tous les pays membres de l'AIE), soit un total de 2,5 M b/j. Ce chiffre correspondait approximativement à la baisse éventuelle de l'offre consécutive à une fermeture des champs de pétrole saoudiens les plus proches du Koweït et de ceux de la Zone Neutre.

Le plan américain avait fonctionné au delà de toute espérance.

La crise du Golfe avait démontré que l'AIE utilisait les stocks comme arme de guerre et non en fonction de l'état du marché, correctement approvisionné durant toute la crise et les stocks gouvernementaux des pays de l'OCDE dépassaient leur niveau de l'année précédente au lendemain de la guerre du Golfe. Placée sous bannière américaine, l'alliance contre l'Irak n'était pas que militaire. Les autorités américaines avaient tranché en faveur de prix du pétrole ne dépassant pas 20\$/baril. Ceci a permis d'éviter la répétition du scénario de crise économique de 1974.

22- LES CONSEQUENCES PETROLIERES DE LA GUERRE DU GOLFE

221- LES MESAVENTURES DE LA " STRATEGIE ENERGETIQUE NATIONALE " AMERICAINE

Depuis l'administration du président Carter, qui avait créé un ministère spécifique pour l'énergie et avait abaissé la vitesse maximale sur les routes afin de réduire la consommation d'essence, aucun gouvernement américain n'avait adopté de mesure de politique énergétique.

Une stratégie de sécurité énergétique...

Destinée " à réduire notre dépendance à l'égard de fournisseurs d'énergie potentiellement peu sûrs " et à " améliorer notre sécurité énergétique pour les deux décennies à venir ", selon les dires du Président américain, cette stratégie visait essentiellement à stabiliser les importations pétrolières des Etats-Unis sans trop modifier le mode de consommation énergétique de ce pays. Evitant toute mesure susceptible de ralentir la croissance économique, le gouvernement préférait édicter une série de dispositions permettant de réduire la demande de pétrole aux Etats-Unis et d'y augmenter la production.

Passant outre les revendications du lobby environnementaliste, la nouvelle stratégie envisageait la réouverture à la prospection pétrolière de zones délaissées avec des réserves de pétrole estimées à 3 milliards de barils.

Toujours en matière pétrolière, cette stratégie visait une " diversification des fournisseurs de pétrole en dehors des pays du Golfe persique, qui assurent le quart du pétrole consommé dans le monde et renferment près de deux-tiers des réserves mondiales prouvées de pétrole ", en persuadant notamment le Mexique, le Venezuela et même des pays producteurs de l'ex-URSS d'ouvrir leurs portes aux compagnies pétrolières américaines.

La stratégie visait également à accroître les stocks et réserves stratégiques de pétrole des Etats-Unis et à favoriser le maintien d'une capacité mondiale de production de pétrole excédentaire par rapport à la demande, afin d'atténuer tout choc éventuel.

...remise en cause par la victoire dans le Golfe

Une politique timide au service d'objectifs ambitieux : telle apparaissait en fin de compte la Stratégie Energétique Nationale proposée par le président Bush. Préparée bien avant la guerre du Golfe, exposée durant les hostilités, elle était l'expression d'une préoccupation sécuritaire exacerbée par les événements, à l'issue desquels il était inévitable qu'elle soit réévaluée.

Dans la mesure où les Etats-Unis n'ont pas supporté les coûts directs de la guerre du Golfe et ont retiré des bénéfices indirects grâce aux contrats remportés par les entreprises américaines, il apparaît que ce pays a substitué avec succès une stratégie militaire à la " Stratégie Energétique Nationale ", délicate à mettre en oeuvre en raison des sacrifices requis. La première des conséquences pétrolières de la guerre du Golfe a été d'écarter cette stratégie, qui avait pourtant demandé une préparation considérable.

Les Américains ont accusé le président Bush de s'être trop consacré à la politique étrangère durant la crise du Golfe, à tort puisqu'elle a eu des conséquences

importantes sur leur vie quotidienne. Grâce à elle, ils ont pu préserver leur mode de consommation énergétique.

222- L'ALLIANCE PRIVILEGIEE AMERICANO-SAUDIENNE

Au sortir de la guerre du Golfe, il est en effet apparu que la politique extérieure des Etats-Unis leur évitait d'avoir une politique pétrolière intérieure, en raison de leur alliance privilégiée avec l'Arabie Saoudite, qui est leur premier fournisseur pétrolier et le premier exportateur mondial de pétrole.

De manière plus globale, on peut considérer que la principale conséquence pétrolière de la guerre du Golfe pour les Etats-Unis est l'option stratégique en faveur d'une sécurité énergétique basée sur des rapports de force avec les pays du Golfe plutôt que sur un équilibre du marché pétrolier mondial, prôné par les tenants du dialogue entre producteurs et consommateurs, où leur domination serait moins évidente.

L'Arabie Saoudite a-t-elle intérêt à de bas prix du pétrole ?

On lit généralement que le maintien de bas prix du pétrole constitue pour l'Arabie Saoudite une stratégie non seulement sécuritaire, mais aussi économique. En effet, le pétrole saoudien est tout d'abord celui qui coûte le moins cher à extraire, donc le plus rentable ou même l'un des seuls qui le demeure en cas de " guerre des prix " comme en 1986. Plus les prix sont bas, plus la part saoudienne du marché mondial est donc élevée. Une hausse des prix du pétrole réduit au contraire la consommation pétrolière mondiale et stimule la recherche dans d'autres régions, donc les découvertes, ce qui a pour effet de diminuer les achats de pétrole saoudien. Elle réduit notamment la part de l'Arabie Saoudite dans la production des pays de l'OPEP, donc son influence au sein de cette organisation. Si la logique économique consiste à maximiser les recettes d'exportation pétrolière, il faut que la hausse des prix compense la baisse des quantités exportées. Le calcul du coût d'opportunité peut ne pas tenir compte du fait que le pétrole est une ressource non renouvelable, la richesse du sous-sol saoudien en pétrole étant telle qu'il est très probable qu'il en recèlera encore le jour où l'humanité aura délaissé l'usage de ce combustible. Un argument supplémentaire à l'encontre des prix élevés est qu'ils stimulent l'utilisation des énergies de substitution, rapprochant ainsi cette échéance et pénalisant donc principalement les pays disposant de réserves " longues ".

On peut donc considérer que l'Arabie Saoudite a non un intérêt économique intrinsèque à de bas prix du pétrole, mais y trouve seulement un intérêt ponctuel, en période de surcapacités importantes chez de nombreux producteurs. En cas d'entente possible entre un nombre limité de producteurs détenant la quasi totalité des capacités de production inemployées, leur intérêt économique est d'opérer une

limitation concentrée de la production afin que les prix montent. La bonne politique consiste alors à ne pas laisser les prix s'envoler de façon à garder ses clients.

Un argument supplémentaire parfois avancé en faveur de l'intérêt de l'Arabie Saoudite pour de bas prix du pétrole est qu'elle ne trouverait pas avantage à créer des difficultés à l'économie occidentale, puisqu'elle en est fortement dépendante.

Dialogue ou confrontation ?

Existe-t-il une contradiction entre l'alliance privilégiée de l'Arabie Saoudite avec les Etats-Unis et son appartenance à l'OPEP ? En position de faiblesse depuis le contre-choc pétrolier de 1986, l'OPEP a émis à maintes reprises des propositions de dialogue avec les pays consommateurs de pétrole, que ceux-ci ont décliné tant que les prix du pétrole restaient bas. Les partisans du dialogue estiment qu'après les chocs, qui ont successivement profité aux Etats producteurs, puis aux pays consommateurs, le temps est venu d'une concertation entre ces deux groupes, qui ont un intérêt commun à une stabilisation des prix du pétrole, garante de revenus stables pour les uns, d'un approvisionnement régulier pour les autres.

Aux Etats-Unis, à l'encontre de cette position interventionniste, l'administration républicaine a toujours affirmé que les prix et la production devaient être déterminés par les mécanismes du marché, tout en étant favorable à des discussions bilatérales.

La position de la Maison Blanche ne signifie pas que l'hostilité à toute coopération internationale soit totale aux Etats-Unis.

Une autre conséquence importante de la guerre du Golfe en matière pétrolière est qu'elle a mis fin à la dichotomie de ses vingt dernières années entre producteurs et consommateurs, qui a laissé la place à un leadership pétrolier américano-saoudien imposant sa loi aux autres pays, qu'ils soient exportateurs de pétrole ou non. L'OPEP a survécu à la confrontation entre deux de ses membres parce que l'Arabie Saoudite lui fait endosser la politique pétrolière qu'elle définit avec les Etats-Unis.

En conséquence, la rente pétrolière n'échoit plus en principal aux pays producteurs, mais, stupéfiant retournement, aux Etats importateurs ! Au lieu de répercuter la baisse des prix internationaux sur les prix à la consommation, ces derniers ont en effet augmenté les taxes sur les produits pétrolier sans que l'opinion publique ne s'en rende compte.

Le Nouvel Ordre Pétrolier Mondial

L'interventionnisme cyclique du gouvernement américain en matière énergétique a été remplacé par une intervention militaire.

Nous entrons dans une ère politique nouvelle en matière de pétrole. Elle requiert une coopération internationale non seulement pour maintenir la stabilité politique mais

aussi pour soutenir des liens plus étroits entre les pays producteurs de pétrole et les pays importateurs. Compte tenu de l'instabilité de la région, la solution militaire des problèmes pétroliers américains ne peut être que provisoire. La guerre du Golfe n'a en effet rien réglé, les bas prix du pétrole décourageant la prospection pétrolière indispensable à la satisfaction de l'augmentation de la consommation mondiale.

Lourd de menaces pour l'approvisionnement pétrolier mondial dans les conditions actuelles, le choix des Etats-Unis pour une stratégie énergétique de court terme n'est cependant peut-être pas seulement une option pour la facilité.

3 - LE PETROLE DU GOLFE: UNE NOUVELLE STRATEGIE POUR LA PAIX AU PROCHE-ORIENT

31- LE PETROLE DU GOLFE ET LE REGLEMENT DU CONFLIT ISRAELO-ARABE

311- LE COUT DE LA PAIX AU PROCHE-ORIENT

Une des priorités pour les Etats-Unis dans les années à venir est de régler le conflit israélo-arabe. L'instauration de la paix nécessite une aide au Proche-Orient de quelques 10 milliards de dollars par an pendant une période de transition d'environ cinq ans. Ceci apparaît au moment où les Etats-Unis veulent diminuer leurs concours et recherchent des solutions pour financer cette aide.

312- LE GOLFE ET LE FINANCEMENT DE LA PAIX ISRAELO-ARABE

Dix milliards de dollars représentent 6% du PNB des quatre principaux pays appelés à se substituer à l'aide américaine (Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis, Koweït et Qatar), ce qui est considérable, si l'on rappelle que les pays de l'OCDE n'arrivent pas à remplir leur engagement de consacrer 0,7% de leur PNB à l'aide au développement.

Or, les monarchies du Golfe ont cumulé les déficits budgétaires ces dernières années.

On voit donc que la dizaine de milliards de dollars requise chaque année ne pourrait provenir que de ressources nouvelles procurées par l'exportation de pétrole.

Les perspectives pétrolières des pays du Golfe

Une augmentation de 10 milliards \$ des revenus pétroliers générés par les pays considérés, qui s'élèvent à environ 65 milliards de dollars supposerait que le prix moyen du baril augmente de 2,5 \$ en cas de production stable, ou au contraire qu'en cas de stabilité des prix, leurs exportations pétrolières progressent de 2 M b/j. L'éventualité d'une hausse des prix du pétrole durant les années à venir fait l'unanimité parmi les analystes pétroliers, qui divergent cependant sur la date à laquelle elle commencera.

Si l'on ajoute à cette aide au proche-orient des besoins d'investissement nécessaires à satisfaire l'augmentation de la consommation pétrolière mondiale qui devrait être couverte par le pétrole du golfe, une hausse rapide des prix du baril paraît incontournable.

Les exportations pétrolières de l'Irak et de l'Iran

Un facteur susceptible d'influer sur l'évolution des prix du pétrole est le retour éventuel de l'Irak sur le marché pétrolier. Tant que l'offre mondiale de pétrole reste supérieure à la demande, le retour de l'Irak sur le marché entraînera une baisse de la production de l'Arabie Saoudite. On comprend donc l'intérêt de ce pays pour le maintien de l'embargo sur l'Irak, donc, in fine, pour celui de Saddam Hussein à la tête.

Après plusieurs années de purgatoire, la réintégration de l'Irak dans le marché pétrolier approche. Ses capacités de production sont estimées à 2,5 M b/j actuellement. Avant l'application de l'embargo, l'Irak produisait 3,25 M b/j et exportait 2,75 M b/j. Il apparaît donc que les perspectives de retour de l'Irak sur le marché, mais aussi d'augmentation des capacités d'exportation de l'Iran, auraient pour conséquence l'apparition de quelque 5 M b/j supplémentaires sur le marché. Les monarchies du Golfe, et au-delà les Etats-Unis, ne pourraient accepter cette situation que si elle ne les empêche pas d'augmenter leurs recettes d'exportations pétrolières.

Les Etats-Unis, gendarmes du pétrole

Les Etats-Unis ont réussi à maintenir des prix bas tant que la reprise économique se faisait attendre. L'état de l'économie américaine est, dans les circonstances actuelles, le principal facteur à prendre en compte pour toute extrapolation des prix du pétrole. Avec la reprise économique effective depuis quelques années aux Etats-Unis, on peut s'attendre à ce que la conjonction des préoccupations énergétiques à long terme et de leurs intérêts à moyen terme au proche-orient les conduise à

favoriser une augmentation progressive des prix du pétrole jusqu'à un niveau d'environ 25\$/baril. Les prix ne devront pas être trop élevés pour ne pas mettre en danger la reprise, mais il faut noter que leur hausse favoriserait l'économie américaine par rapport à ses concurrentes occidentales, qui ont traversé depuis 1990 une dépression plus accentuée et plus longue.

Le transfert des ressources issues de l'exportation du pétrole du Golfe pourrait ainsi constituer une contribution à la consolidation de la paix au Proche-Orient, mais il en est une autre plus directe, susceptible elle aussi de modifier la géopolitique proche-orientale, la réorientation du transit du pétrole du Golfe vers l'ouest de Suez.

32- REORIENTATION DU TRANSIT DU PETROLE DU GOLFE

321- LA COOPERATION PETROLIERE AU MOYEN-ORIENT

Après l'Egypte en 1979, les Palestiniens ont donc accepté d'établir une coopération avec Israël dans le domaine des hydrocarbures, dont ils deviendraient ainsi le troisième partenaire dans la région.

Plus que dans l'exploitation et la distribution, c'est dans le troisième domaine cité par l'accord israélo-palestinien, celui du transfert d'hydrocarbures, que la coopération pétrolière au Moyen-Orient paraît la plus prometteuse.

L'ouverture des frontières entre Israël et ses voisins permettrait de réutiliser les voies de transport tracées avant la création de cet Etat en 1948 ou d'en créer de nouvelles. Le réseau actuel d'oléoducs de ces pays est aujourd'hui peu utilisé, toute la configuration des moyens d'évacuation du pétrole moyen-oriental ayant été planifiée depuis 50 ans de manière à les contourner pour des motifs politiques. Le pétrole extrait dans la région du Golfe est en conséquence exporté vers ses clients occidentaux au prix de coûteux détours, en contournant la péninsule arabique ou même l'Afrique, ou via les oléoducs transsaoudiens, puis la mer Rouge et le canal de Suez ou la partie africaine de l'Egypte.

322- LES PERSPECTIVES DE REORIENTATION EN CAS DE REGLEMENT DU CONFLIT ISRAELO-ARABE

L'évolution de la concurrence entre les diverses voies d'évacuation du pétrole du Moyen-Orient vers la Méditerranée dépend de la géographie et de divers autres facteurs.

Les paramètres de la réorientation du réseau

La localisation des zones productrices d'hydrocarbures ne devrait pas connaître de modification radicale. De " nouveaux producteurs " périphériques sont, certes, venus s'ajouter aux exportateurs traditionnels (Oman, Yémen, Syrie), mais leurs réserves sont relativement faibles. D'éventuelles nouvelles zones productrices (Soudan, mer Rouge) ne devraient pas d'avantage modifier les grands courants d'exploitation. La progression de la production de pétrole au Moyen-Orient devrait être spectaculaire, puisque cette région, qui détient les réserves de pétrole les plus aisément extractibles de la planète, est appelée à pallier la baisse prévue de la production des autres zones et à satisfaire l'augmentation de la consommation mondiale. La situation de bas prix du pétrole prévalant depuis la guerre du Golfe décourage les investissements et conforte de la sorte la domination future du pétrole du Golfe sur le marché mondial.

Les courants d'exportation du pétrole moyen-oriental devraient par ailleurs être rééquilibrés en direction de l'Ouest. En effet, les productions de nombre de fournisseurs actuels de l'Europe baisseront prochainement, ce qui accentuera son recours au pétrole du Moyen-Orient. Les importations de la côte Est des Etats-Unis devraient également progresser fortement en raison de la baisse de la production texane.

L'ensemble des considérations ci-dessus viennent appuyer l'idée de renforcer le réseau d'évacuation du pétrole moyen-oriental par la Méditerranée, les exportations par le Golfe étant de plus en plus appelées à être dirigées vers les clients situés à l'Est.

Les oléoducs de la paix au Proche-Orient

L'Egypte et la Turquie constituaient les voies de contournement de la zone de conflit, la première pour le pétrole extrait dans la région du Golfe, la deuxième pour les gisements du nord de l'Irak. Ces pays devront s'adapter à la nouvelle configuration régionale issue du règlement du conflit israélo-arabe. La mise à l'étude de la pose d'un oléoduc devant franchir la mer Rouge est la première indication de cette adaptation.

A la lumière de ce qui précède, il apparaît que la logique économique plaide en faveur de la construction d'un oléoduc reliant le Golfe à la Méditerranée.

Perspectives sectorielles

Le principal intérêt de la construction de gazoducs du Golfe jusqu'au littoral méditerranéen pourrait être d'approvisionner une pétrochimie de base qui serait créée, à l'image de ce que l'Arabie Saoudite a déjà accompli à Joubail. L'Europe importerait de façon plus rationnelle les produits chimiques issus de sa transformation, ce qui libérerait ses importations de gaz naturel pour d'autres usages.

Une industrie pétrolière pourrait de plus être installée aux débouchés des oléoducs devant relier le Golfe à la Méditerranée. Selon les mêmes modalités, son développement devrait concerner en priorité les raffineries, qui pourraient approvisionner des unités de transformation placées en aval en Europe.

Une autre utilisation possible du gaz naturel acheminé du Golfe à la côte orientale de la Méditerranée serait l'approvisionnement de centrales électriques dont la production serait principalement orientée vers l'exportation. Ces deux régions ont une consommation électrique différenciée. Si les pointes de la consommation européenne surviennent en hiver, les pays du Golfe, l'Égypte et la Libye consomment à l'inverse davantage d'électricité en été, pour la climatisation. Des centrales électriques construites au Proche-Orient pourraient produire en hiver pour l'Europe et en été pour le Golfe, l'Égypte et la Libye, engendrant ainsi de substantielles économies pour tous ces pays, ce qui assurerait leur rentabilité. De manière annexe, cela éviterait de plus le transport du gaz jusqu'à l'Europe.

Industrialisation de la Méditerranée orientale et relations économiques avec l'Europe

Enfin, puisque des critères de compétitivité internationale présideront à ce processus d'industrialisation de la Méditerranée orientale, ils devraient garantir sa rentabilité. Il y consoliderait la paix en contribuant à son essor économique, plus encore que le transit pétrolier qui aurait principalement des incidences financières.

Les entreprises européennes de travaux publics ont tiré d'énormes bénéfices des travaux d'infrastructures réalisés dans les pays du Golfe après le premier choc pétrolier. Si elles parviennent à présenter des financements adéquats et acceptent de former des groupements, certaines sociétés locales ont atteint depuis lors une taille suffisante pour pouvoir concurrencer les firmes occidentales dans cette deuxième phase de construction d'infrastructures au Moyen-Orient.

Si l'essor de l'Asie orientale s'est appuyé sur le Japon sans nuire à son économie, de même l'Europe pourrait contribuer au développement du Proche-Orient, non seulement en vertu de l'objectif politique d'y contenir les candidats à l'émigration comme il est habituellement admis - mais aussi dans son intérêt économique.

L'Europe tient dans le processus de consolidation de la paix au Proche-Orient une chance inespérée et probablement unique de faire son retour, pour son intérêt bien compris, dans une région dont elle s'était exclue par son attitude durant la guerre du Golfe. Saura-t-elle la saisir ?

CONCLUSION: LE PETROLE DU GOLFE, ENTRE GUERRE ET PAIX

Sans vouloir réduire le conflit du Golfe de 1991 à une guerre pour le pétrole, il apparaît que ce dernier est resté de bout en bout omniprésent dans la stratégie des Etats-Unis. L'un des derniers bastions importants de leur domination économique dans le monde, élément fondamental du mode de vie américain, le pétrole justifie les moyens. L'exacerbation par les Etats-Unis d'une crise qui aurait pu rester locale s'explique par une série de facteurs dont le pétrole n'est pas le moindre. L'accentuation brutale de la dépendance pétrolière des Etats-Unis vis à vis du Golfe au moment même où ce pays entrait en récession rendait inacceptable aux yeux du président Bush l'action de l'Irak, qui aurait peut-être bénéficié de plus d'indulgence dans d'autres conditions. Les Etats-Unis ayant refusé d'adopter une politique énergétique à long terme susceptible de les dégager d'une trop grande dépendance à l'égard du pétrole du Golfe, d'autres soubresauts politico-pétroliers dans la région semblent inévitables à plus ou moins longue échéance.

" La question se pose de savoir si les Etats-Unis pourront conserver leur leadership pétrolier au sein du monde occidental ".

A l'inverse de la tactique de soutien militaire à Israël adoptée dans le contexte de guerre froide prévalant alors, ce même objectif stratégique régional est désormais visé par un moyen opposé, le règlement du conflit israélo-arabe. Ce retournement est une illustration de l'adaptation continuelle aux circonstances de la politique extérieure des Etats-Unis, notamment de leur politique pétrolière : la même fin - le leadership - peut être poursuivie par des chemins divergents. S'ils mettent à profit cette domination pour favoriser la paix israélo-arabe, le pétrole du Golfe, après avoir été agent de guerre au Moyen-Orient, pourrait y devenir facteur de paix.

On considère souvent que la guerre du Golfe n'a pas changé grand chose. Les Etats-Unis, qui seront confrontés dans les années à venir à un redoutable défi pétrolier, ont assuré grâce à elle leur contrôle sur la participation du Golfe à l'essor de la zone Pacifique, dont il constitue à la fois la frange occidentale et la base énergétique. Cette guerre a également été la caricature du rôle de supplétif de la puissance américaine dévolu à l'Europe lorsqu'elle s'engage sur place. Il en va de même sur le plan économique. Pour se préparer à la domination inéluctable des hydrocarbures du Golfe sur le marché mondial, l'Europe gagnerait donc plus à établir une coopération énergéico-industrielle avec le Proche-Orient, dont les pays du Golfe sont des partenaires obligés, qu'à tenter d'y livrer un combat inégal.

